

Les chiffres sont là pour le prouver. Jamais dans l'histoire du Canada autant d'hommes ont-ils gagné tellement d'argent ou réussi à épargner plus d'argent que présentement.

Mais nous nous rendons compte que lorsque les choses atteignent un sommet, il y a un danger que la situation économique subisse un recul. C'est justement parce que nous voulons éviter ce recul que nous proposons la formation de l'Office national de développement économique qui étudiera tous les aspects de la situation économique de la nation canadienne et tentera, grâce à son action vigilante, à maintenir notre niveau de prospérité actuel et même à l'accélérer si la chose est encore possible.

Il faut, bien entendu, que cet Office soit fondé sur les lois propres à la libre entreprise. Il ne faut pas—comme le voudraient mes amis d'extrême droite—que cet Office de développement économique devienne un bureau de planification socialiste, car plus que toute autre chose, il faut éviter à notre nation canadienne cette forme de sénilité précoce que serait le socialisme. Mes amis d'extrême droite, au moins, sont sincères. Quant à mes amis d'en face, ils voient peut-être dans cette formule politique la chance de regagner le paradis perdu, ce pouvoir qu'ils ont perdu, par suite de leur incurie, le 10 juin 1957. Au contraire, il ne faut pas que cet Office de développement économique soit strictement un organisme gouvernemental qui, au lieu d'encourager l'initiative privée à relancer l'économie toujours vers de nouveaux sommets, songe au socialisme.

Il faut que ce bureau soit composé d'hommes libres qui, travaillant dans une atmosphère de liberté, en viendront à des décisions propres à aider ceux qui s'occupent du gouvernement. Et ainsi se continuera cette ère de prospérité qui a été créée par les hommes du parti conservateur depuis le 10 juin 1957.

Monsieur l'Orateur, ce qui est surtout important, c'est que les forces du capital, d'une part, ainsi que celles du travail, d'autre part, trouvent grâce à cet Office de développement économique une formule qui permettra la recherche d'une solution au problème actuel, problème de salaires qui, dans certaines industries, sont tellement élevés qu'ils forcent les industriels à vendre leurs produits à des prix dépassant toute concurrence.

Pour le Canada, qui peut produire pour quatre fois plus de consommateurs que sa population de 18 millions d'habitants, il devient nécessaire que l'on aille à l'extérieur se chercher les marchés dont nous avons besoin si nous voulons assurer une productivité continue à nos manufacturiers, nos industriels et nos cultivateurs. Il faut que nous allions dans les marchés étrangers offrir des

produits de qualité égale aux produits de nos concurrents à des prix qui défient la concurrence.

Ceci est absolument impossible à moins qu'il y ait une rencontre entre les forces du travail, d'une part, et les forces du capital, d'autre part. Il faut que ces deux éléments essentiels dans l'économie canadienne, se rencontrent dans un climat de respect et d'entente mutuels, et trouvent autour de la table de conférence une réponse aux problèmes qui peuvent les diviser.

Ici, l'Office national de développement économique, dont nous proposons la formation présentement, nous permettra d'arriver à une formule, de trouver une solution au problème qui existe entre le travail et le capital. Et si cet organisme en arrive à ce but, il n'aura pas été formé en vain, et tous devraient être satisfaits.

Il faut également que cet Office national de développement économique groupe les hommes de toutes les sphères de l'activité canadienne, et même des hommes de tous les partis politiques de la nation canadienne, afin que tous ces hommes réunis puissent ensemble trouver les formules susceptibles d'apporter une amélioration à telle ou telle autre région qui, pour une raison ou pour une autre, peut se trouver dans un état de récession économique ou de crise temporaire.

La relocation de nos industries est chose nécessaire. Il faut d'abord voir à déterminer les possibilités de développer les ressources naturelles de la nation là où elles se trouvent. Pour ce faire il est essentiel de trouver des marchés extérieurs, justement afin d'avoir la consommation voulue pour cette immense richesse que constitue la production de notre sol.

Il faut que, grâce à l'Office national de développement économique, nous puissions arriver à augmenter le nombre de nos industries secondaires, car il est une chose qui n'est pas normale dans ce pays, c'est le fait que nous devions importer en terre canadienne trop de produits manufacturés à l'étranger avec les ressources primaires de notre sol.

Il faut trouver un moyen de développer les industries secondaires, ou si vous le préférez, monsieur le président, il faut trouver un moyen de faire avec nos ressources primaires les produits d'industries secondaires qui vont être vendus sur nos marchés et exportés sur tous les marchés d'exportation que nous essayons de développer présentement, et que nous allons continuer à développer à une allure sans cesse accélérée.

Il faut également jeter un coup d'œil—et ceci sera une fonction de l'Office—sur la nécessité de déménager les industries qui, à